SEULE L'ACTION OUVRIERE

peut contraindre la bourgeoisie à accepter le rendez-vous d'Avril !

LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FÉDÉRATION COMMUNISTE LIBERTAIRE

JEUDI 24 FEVRIER 1955
Cinquante-septième année. — N° 419
HEBDOMADAIRE. — Le N° : 20 Frs

SECTION DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE LIBERTAIRE
Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE
REDACTION-ADMINISTRATION : 145, quai de Valmy, Paris (10e)
C.C.P. R. JOULIN, PARIS 5561.76

ABONNEMENTS
FRANCE-COLONIES : 52 nos : 1.000 fr.
26 nos : 500 fr. ; 13 nos : 250 fr.
AUTRES PAYS : 52 nos : 1.250 fr.
26 nos : 625 fr.
Pour tout changement d'adresse joindre 30 francs et la dernière bande

Edgar FAURE : Garantie de tous les intérêts bourgeois

APRÈS seize jours de crise, on est allé chercher Edgar Faure. Un nouvel homme providentiel !

Toute la cuisine des quinze derniers jours n'avait pas d'autre but d'ailleurs que de mieux présenter Edgar Faure comme une sorte de sauveur ! Pinay, Pflimlin et Pineau passèrent leur temps à prouver que toute majorité axée sur le M.R.P. ou la S.F.I.O. était impossible, qu'il fallait trouver un gouvernement qui ne soit pas celui d'un parti, si édulcoré que soit son programme (et l'on sait que Pineau demanda que l'on oublie pendant quelque temps la question de la laïcité) !

La démonstration faite, on a eu recours à un Edgar Faure dont l'appartenance au parti radical ne signifie pas grand'chose et dont on sait que *le seul programme sera la garantie des intérêts de tous les clans de la bourgeoisie*. Modérés, gaullistes, M.R.P. mêmes seront avec lui, au besoin pour en faire « l'homme fort », rôle que son ambition personnelle lui ferait accepter facilement.

Pour gouverner, il va lui falloir laisser passer toutes les offensives de la majorité cléricale de l'Assemblée contre l'Ecole Laïque, appuyer discrètement le vote des accords de Paris par le Sénat, et surtout *se'ngager à une politique de force en Afrique du Nord* et se proclamer le champion de la stabilité économique. Certes, Edgar Faure a déjà fait ses preuves en ce domaine mais il fera plus encore : *il oubliera le rendez-vous d'avril* promis au temps de son compère Mendès.

RIEN POUR LES SALAIRES, TEL SERA LE PLUS CLAIR DU PROGRAMME E. FAURE.

Mais que ces messieurs de la bourgeoisie ne soient pas satisfaits à si bon compte.

Sans doute le peuple travailleur se moque-t-il, à juste titre, des jeux de cirque des crises de gouvernement. Mais il n'y a pas, il ne peut y avoir de véritable indifférence populaire et si l'on se moque de la valse des Pflimlin et autres Pineau, par contre la colère couve contre cette bourgeoisie dont les profits se multiplient insolemment en même temps que croît la misère. La classe ouvrière n'a pas dit son dernier mot, l'action directe va ressurgir avec une force explosive telle qu'elle mettra en cause, comme en août 1953, non seulement le gouvernement du moment, mais le régime tout entier.

Attention au réveil, messieurs les Edgar Faure. Cette fois-ci, la classe ouvrière, les communistes libertaires en tête, ne se laissera pas détourner de son but révolutionnaire.

LIB

Attention !

Le samedi 9 avril en soirée...

dans la Région Parisienne

Attention !

EN ALGÉRIE

La résistance s'amplifie

● *Les forces de répression subissent de graves échecs et des pertes sévères*

LA lutte des partisans algériens, loin de diminuer en intensité, malgré les forces considérables mises en action par la répression colonialiste, s'amplifie chaque jour et s'organise.

Les opérations de répression « Violette » et « Véronique », mettant en ligne des milliers de C.R.S., gendarmes et parachutistes, se sont soldées par un échec total et en ont été réduites à massacrer et à déporter des populations civiles, et à saccager les réserves de vivres et les habitations de ces populations.

Ce fait démontre clairement que les Résitants sont puissamment organisés et que leur nombre et leur force ne feront que se développer considérablement dans les prochains mois : l'Impérialisme est en échec en Algérie comme il l'a été dans toutes les colonies, en échec devant la volonté unanime d'émancipation de tous les peuples que l'on a voulu asservir.

Les dernières semaines marquent à notre sens une étape capitale dans la marche vers la victoire finale du peuple algérien : le colonialisme a subi des défaites d'une portée immense qui vont galvaniser l'énergie des résistants et jeter le désarroi dans le « moral » des forces de répression.

C'est tout d'abord une série d'actions diverses qui ont été menées :

● Le 15 février, une dizaine de partisans ont attaqué pour la 3e fois le poste militaire de la maison cantonnière de Tizi-N'Djemaa, près de Michelet.

● Un goumier a été blessé par deux résistants, au village Avizard, du douar Tzarazène.

● La voie ferrée Sidi-Bel-Abbès-Tlemcen a été déboulonnée à 3 km. de la gare de Tlemcen.

Ce sont ensuite deux actions de très grande importance qui se sont soldées par de graves pertes pour les forces de répression.

● Le 14 février, au douar Menâa, commune mixte de l'Aurès, quarante résistants ont attaqué des tirailleurs « algériens ». Un tirailleur a été tué et quatre autres blessés alors que les partisans ont pu décrocher sans subir aucune perte.

(*Suite page 2, col. 4.*)

Présence des Communistes Libertaires au meeting du Vel' d'Hiv., le 15 Février

LE meeting de commémoration de fevrier 34 et de « protestations » à l'interdiction du défilé du 13 février par le gouvernement Mendès-France démissionnaire était terminé. La foule s'engouffrait dans le métro, sans réaction, après avoir écouté distraitement les discours plats des « caïds », discours dont les passages patriotards étaient accueillis avec indifférence, malgré les efforts de la claque officielle.

Alors des quais du métro *Bir Hakeim*, comme pour secouer cet engourdissement, *l'Internationale* jaillit, lancée par un groupe de communistes libertaires et repris par la foule stationnant sur les quais. Près de nous un vieux compagnon rajeunissait, heureux de chanter ce chant révolutionnaire que les bureaucrates s'étaient bien gardés de lancer dans l'enceinte du Vel' d'Hiv. Et dans les wagons où deux flics en civil avaient bien veillé à faire monter tout notre groupe, ce fut le tour de la *Jeune Garde* à être entonnée, reprise aussi par les voyageurs.

Camarades ouvriers présents ce soir-là au Vel' d'Hiv, vous avez lu nos tracts distribués à l'entrée (plus de 2.000), certains d'entre vous ont acheté *Le Libertaire*. Oui, nous étions là, non pas pour approuver ces discours plats mais pour nous élever avec vous contre le fascisme contre lequel nous nous étions déjà dressés à coups de poings et de chaises en janvier, à Wagram.

Et si comme nous l'avions demandé, la parole nous avait été accordée, nous vous aurions dit :

« Ce n'est pas seulement en admirant les travailleurs allemands en lutte directe contre leur réarmement qu'il faut lutter contre celui-ci, mais en suivant l'exemple de leur action directe.

Ce n'est pas seulement par des paroles perdues dans le flot des discours qu'il faut soutenir le peuple d'Afrique du Nord en lutte contre le Capitalisme, c'est par l'action et pour commencer, en tentant de mobiliser la classe ouvrière de France dans la lutte solidaire de ce peuple, comme le fait le COMITE DE LUTTE CONTRE LA REPRESSION COLONIALISTE et ses Comités locaux.

Ce n'est pas seulement en évoquant les ouvriers tués en 1934, ce n'est pas par des meetings où le peuple de Paris manifeste « immobile » dans l'enceinte du Vel' d'Hiv « comme s'en félicitait *l'Humanité* » que nous lutterons contre le fascisme, mais c'est en sabotant les manifestations de ce dernier, en descendant sur le pavé malgré les interdictions policières, que nous en arriverons à bout.

Et aux tentures tricolores, à ces mêmes torchons tendus pour la quête, nous opposons notre haine de la Patrie. Et simplement, vieux compagnon du métro *Bir Hakeim*, et vous tous camarades de ce soir là, nous espérons nous retrouver un jour ensemble, foulant puissamment le pavé de Paris, avec ou sans interdiction, en chantant *l'Internationale* sans *Marseillaise*, en mêlant drapeaux rouges et drapeaux rouges et noirs, sans torchons tricolores.

A Wagram en décembre, des milliers de flics furent mobilisés contre nos minorités révolutionnaire. Au Vel, d'Hiv il n'y eut aucun car... pas de danger, mardi 15 février ! Demain, nous préparerons de nouveaux février 34, de nouveaux anniversaires de 34 où c'est de la colère de toute la classe ouvrière que la bourgeoisie aura peur !

P. MORAIN.

(Voir en page 2 le texte du tract distribué par nos camarades.)

La classe ouvrière allemande se soulève contre le militarisme

LA lutte contre le réarmement continue en Allemagne : les prolétaires de ce pays refusent d'endosser l'uniforme de Blank, Adenauer et Compagnie, et de défendre les intérêts des capitalistes de la Ruhr et des bourgeoisies occidentales.

Alors que le Parti « Communiste Français » organise des pétitions et délégations adressées aux conseillers municipaux et aux députés, les travailleurs allemands se souviennent que, seule, l'action directe est efficace : manifestations de rues, meetings, grèves, interventions dans les réunions militaristes.

Sous la poussée violente de la base, le Comité Exécutif de la Fédération des Syndicats d'Allemagne occidentale (D.G.B.) a enfin donné son appui officiel à la lutte contre le réarmement. Heureusement que les ouvriers n'ont pas attendu les consignes de leurs dirigeants pour passer à l'action de masse, sinon les projets Blank auraient pu être appliqués rapidement, malgré quelques pétitions, comme en France !

Les travailleurs allemands, placés pourtant sous la tutelle des « revanchards de Bonn », ont conservé une admirable combativité et restent guidés par les vieux principes (toujours valables, Messieurs Thorez et Duclos !) des luttes ouvrières : lutte de classes et antimilitarisme.

Le sieur Blank ne peut plus prendre la parole en public sans être hué, sifflé, conspué par la foule. Alors que les réunions militaristes se font sous la protection de la police, les meetings contre le réarmement réunissent dans toutes les villes des dizaines de milliers de personnes : 10.000 à Essen, 6.000 à Francfort, 20.000 à Dortmund, etc...

A Dortmund, Jacques Duclos, secrétaire du P.C.F., a pris la parole. Comment se fait-il, « camarade » Duclos, que vous participiez en Allemagne à un puissant meeting antimilitariste, alors qu'en France vous vous contentez de faire signer des pétitions? Sans doute, votre politique de patriotisme et d'alliance avec tous les « bons Français » s'accorderait mal, en France, avec une lutte ouvrière contre le militarisme allemand et français !

A ceux qui prétendent que la classe ouvrière française n'est pas assez combative pour passer à l'action directe, nous répondons : c'est faux ! Mais un tel combat demande une préparation, alors que l'exaltation du chauvinisme, la collaboration de classes, l'abus des pétitions, usent la combativité ouvrière et préparent la passivité favorable au fascisme et à la guerre.

Les ouvriers français doivent se préparer à imiter leurs camarades allemands dans un combat impitoyable contre tout militarisme, français ou allemand. Les travailleurs n'ont que faire de la « patrie », qui a tué tant de prolétaires en 1914 et en 1939, pour le seul profit des Schneider, Krupp, Ford et Cie. Ils rejettent l'infâme drapeau tricolore et veulent combattre aussi bien les généraux français que les militaristes allemands.

Seule, l'action de la classe ouvrière peut faire trembler les bourgeoisies et faire reculer la guerre et le fascisme. Les ouvriers allemands ont contraint leurs directions syndicales à donner leur appui à la lutte antimilitariste : nous devons de même faire pression sur nos dirigeants syndicaux pour les obliger à lancer un ordre de grève. COMME EN FEVRIER 34, UNE GREVE GENERALE PEUT SEULE ARRETER LA COURSE AUX ARMEMENTS ET LE MILITARISME FASCISTE.

G. SIMON.

LA PUNITION

NOUS relevons d'un nommé Richard S. Leghorn, colonel de son état, nationalité : américaine, sous le titre : « Comment peut être menée la guerre nucléaire », dans le chapitre : « Coups d'Etat et subversion » :

« Nous pouvons utiliser la « punition nucléaire » pour empêcher une agression militaire de l'extérieur, mais comment empêcher l'agression qui consiste à saisir de force le pouvoir de l'intérieur par infiltration politique et par subversion morale et psychologique ? » (U.S. News and World Report).

Dans la suite de l'article, l'auteur préconise la signature d'un pacte entre les pays capitalistes, pacte aux termes duquel les Etats-Unis auraient recours à la « punition atomique » des peuples qui laisseraient « saisir de force le pouvoir de l'intérieur par infiltration politique et par subversion morale et psychologique ». Nous précisons : il ne s'agit pas spécialement dans ce chapitre de l'Union Soviétique ou des pays satellites, il s'agit

Michel HULOT,
(Technicien au Commissariat à l'Energie Atomique.)

(*Suite page 2, col. 3.*)

Attention !

LA SEMAINE PROCHAINE NUMÉRO SPÉCIAL SUR 4 PAGES

A VERSER AU DOSSIER DE LA TRAHISON

Nous relevons l'article suivant, paru dans *l'Humanité* du vendredi 18 février, page 3 (en bas, à droite) :

A PIRMASSENS
(Allemagne Occidentale)

Les ouvriers d'une usine de chaussures protestent contre une commande militaire

L'entreprise Neuffer, fabrique de chaussures à Pirmassens (Allemagne de l'Ouest), a reçu récemment une commande de 140.000 paires de chaussures militaires. Dès que la nouvelle a été connue, une vive émotion s'est manifestée parmi le personnel.

Tandis que des tracts étaient rapidement distribués devant l'entreprise, une délégation de femmes se rendait auprès de la direction pour protester contre cette commande.

« *Il ne s'agit pas de chaussures pour la nouvelle Wehrmacht, mais d'une commande pour l'armée française* », a répondu la direction.

Cela prouve l'hostilité des travailleurs allemands à tout ce qui touche au réarmement et à la reconstitution de la nouvelle Wehrmarcht.

MAIS UNE QUESTION SE POSE : « POURQUOI PASSE-T-ON DES COMMANDES EN ALLEMAGNE, AU MOMENT OU IL Y A TANT DE CHOMAGE DANS LA CHAUSSURE EN FRANCE ? »

Ce dernier passage, souligné par nous, est significatif.

C'est ce qui s'appelle un coup de poignard dans le dos des travailleurs allemands.

C'est « résoudre » le chômage par la production de guerre ; or, la course aux armement est une nécessité du capitalisme en crise.

C'est donc satisfaire les gros patrons, les banquiers, les marchands de canons. C'est les amadouer et tenter d'attirer la bourgeoisie française dans le bloc russe.

C'est le résultat de « l'Unité avec tous les bons Français » : la trahison des intérêts ouvriers. C'est parce que la Russie n'est pas le pays du socialisme.

C'est pourquoi les travailleurs luttent dans un 3e front révolutionnaire, avec la F.C.L.

C'est pourquoi, cet été, ils viendront avec nous commémorer l'anniversaire de Zimmerwald.

D'ALGER

Solidarité néo-colonialiste

par F. DOUKHAN

POURTANT, la motion adoptée par le bureau de section, à Alger, reconnaissait qu'il fallait éviter « une répression aveugle et brutale qui ajouterait à la confusion générale et créerait un climat défavorable au rapprochement des différents éléments ethniques ».

Encore une fois, les réformistes ont montré ce qu'ils sont en réalité, des velléitaires que toute action vraiment efficace et courageuse effraye (il fallait du courage pour se dresser *effectivement* contre la répression, alors qu'une atmosphère de panique et de massacre était entretenue par la presse colonialiste), en liaison avec les organisations ou les individualités représentatives du peuple algérien.

Les champions de « la sérénité nécessaire à la résolution du délicat problème algérien », sérénité au nom de laquelle ils ont refusé « impitoyablement » un article « Ecole Emancipée » pour la *Tribune Libre*, envisageant le problème algérien sous ses aspects inséparables, politiques, économiques et sociaux, en refusant que la discussion se poursuive en assemblée générale, ont montré leur crainte des réactions de la base, à l'occasion d'événements révolutionnaires.

Pour en revenir à la motion du bureau d'Alger qui a servi de base de discussion à l'élaboration de la motion interdépartementale, *les groupements de la section n'en ont pas discuté*. Ce qui n'a pas empêché Hassan, délégué d'Oran, de la présenter *au nom des trois sections algériennes* au C. N. de Noël, et on va présenter la motion pour approbation à la prochaine réunion du C. S., à Alger. Tout cela doit être placé sur le compte de la « sérénité » bureaucratique.

Venons-en à cette motion « sereine » de l'union des sections algériennes :

Le bulletin de la section d'Alger du Syndicat National des Instituteurs publie la motion adoptée au cours de la réunion interdépartementale des sections algériennes du 9 décembre 1954.

Cette motion est présentée au nom des 10.000 adhérents que ces dernières réunissent.

J'ignore ce qui s'est passé dans les départements voisins mais, à Alger, seul le bureau de la Section a voté une motion sur les événements que j'ai commentés dans l'Ecole Emancipée.

Au cours de l'assemblée générale du groupement, les responsables qui sont en même temps responsables de la Section, à quelques exceptions près, et qui du fait que le groupement d'Alger est le plus nombreux, font appliquer le plus souvent les décisions du Bureau de Section par le Conseil syndical (ô démocratie) ont refusé de discuter de la répression en Algérie, alors que les militants du M.T.L.D., dont Moulay Merbah leur secrétaire, étaient appréhendés, soumis aux tortures par la Gestapo algérienne et placés sous mandat de dépôt plusieurs jours après leur arrestation, que les journaux nationalistes du P. C. et le Libertaire étaient saisis ou supprimés, que les troupes rapatriées d'Indochine affluaient vers l'algérie, flanquées de C. R. S. et de gendarmes.

elle « met en garde les pouvoirs publics contre une répression aveugle et brutale qui ne *pourrait* que désunir les populations algériennes ».

Cette mise en garde est faite avec toute l'aménité que réclament une collaboration confiante et la défense d'intérêts communs... sur le plan administratif.

Remarquer l'emploi prudent du conditionnel qui peut laisser entendre que la répression, comme la désunion, ne se sont pas produites effectivement.

La motion « met en garde l'opinion publique, également contre les propos et gestes inconsidérés qui, infailliblement, *empoisonneraient* (c'est nous qui soulignons) dangereusement le climat de notre pays ».

Au lieu de cette forme vague, pourquoi n'avoir pas parlé de la presse colonialiste subventionnée par les propriétaires des centaines et des milliers d'hectares et autres groupes bancaires franco-algériens (celui des Servan-Schreiber, Lazard, dont le défenseur était Mendès-France, et celui des Rothschild, dont le défenseur est René Mayer), qui fabriquent l'opinion du petit bourgeois algérien moyen.

Le troisième paragraphe de la motion « dénonce et condamne le terrorisme qui frappe aveuglément des victimes innocentes. Demande le châtiment des criminels conformément aux lois républicaines ».

En tête dans la motion du Bureau de la section d'Alger, ce paragraphe est passé en dernière position, sous l'action de la section d'Oran, parmi les dirigeants de laquelle existe un apparenté U.D.M.A. Il est question des lois qui étendent leurs bienfaits sur les autochtones des « trois départements français » et éclairent de leur lumière sereine le maintien indispensable de l'Ordre néo-colonialiste !...

Pas un mot du « terrorisme administratif » : droit électoral tronqué par l'artifice des deux collèges non représentatifs du nombre respectif d'électeurs, suppression, en fait, de ce droit électoral ; élection du « candidat officiel » sous la pression de l'administration et le tripatouillage des urnes, sauf dans quelques circonscriptions des grandes villes, afin que l'élection de quelques opposants fasse la preuve que les élections ont été libres ; élections à la manière d'Hitler et de Staline inaugurées à la honte du parti dit socialiste par le sinistre Naegelen, présenté à la Présidence de la République avec l'appui des Staliniens, élections au cours desquelles les Algériens étaient amenés aux urnes par cheikhs et caïds et où les maires et administrateurs enlevaient des urnes les bulletins des électeurs mal votants pour les remplacer par ceux du « candidat officiel ».

Terrorisme administratif qui se manifeste ainsi : « où les partis sont dissous en vertu du *seul bon plaisir* du gouvernement, le Parti du Peuple Algérien il y a quelques années, le M.T.L.D. maintenant, où leur chef est arrêté et condamné *administrativement*, sans inculpation ni jugement, à la résidence forcée ; où des centaines d'Algériens sont arrêtés sans que rien n'établisse leur participation aux événements qu'on leur reproche »... « Tant que, en raison de tout cela, ajoute R. Louzon de *la Révolution Prolétarienne*, la liberté politique et la liberté de propagande ne seront pour eux qu'un leurre, il faut s'attendre à ce qu'au terrorisme administratif réponde le terrorisme des administrés ou leur rébellion. »

(*Suite au prochain numéro.*)

AVANT LE CONGRÈS DU BATIMENT C. G. T.

Pour une lutte efficace dans le bâtiment

LE questionnaire préparatoire au Congrès du Syndicat C.G.T. des cimentiers-maçons de la Région Parisienne est paru. La revendication de 300 fr. pour le compagnon que nous mentionnions dans le précédent « Lib » y apparaît. Une comparaison avec le pouvoir d'achat de 1938 donne ces chiffres :

Manœuvre : 8,65 (salaire de 38) × coef. 30 = 259 fr. 50.

Garçons : 8,95 et 9.37 × 30 = 268.50 et 281 fr. 10.

Compagnons : 9,85 et 10,15 × 30 = 295,50 et 304 fr. 50.

Nous nous rallions à ces propositions. Mais où nous ne sommes plus d'accord, c'est lorsque notre Syndicat propose comme première étape les salaires suivants :

Manœuvre . 160 ; Aide-compagnon : 180 ; Compagnon débutant : 205 ; Compagnon qualifié : 225 ; Compagnon hautement qualifié : 245.

En effet, la lutte pour ces revendications ne sera pas générale, donc aura moins de chances de succès, des chantiers de la région payant déjà ces tarifs.

Si les luttes isolées chaque fois qu'elles sont possibles ne sont pas à négliger pour les raisons que nous donnions dans le précédent « Lib », seule une grève générale illimitée et non pas des discussions non appuyées par l'action, pour un retour au pouvoir d'achat de 38 donnera des possibilités de succès appréciables.

NOUS PROPOSONS AU CONGRES LE PLAN REVENDICATIF SUIVANT :

- **Augmentation UNIFORME de 10.000 francs par mois.**
- **Alignement des salaires au prorata des salaires de 38.**
- **Echelle mobile unilatérale.**
- **Incorporation des primes fixes et du rendement dans le salaire, mais entre autres, maintien de la prime d'outillage à 3 % pour tous.**
- **40 heures en 5 jours payées 48.**
- **Suppression des zones de salaires.**
- **1 mois de vacances pour tous avec possibilité de les prendre en hiver.**
- **Suppression du travail à tâche et au rendement.**
- **Suppression de la période d'essai.**
- **Retraite à 55 ans égale aux 75 % du salaire réel le plus élevé dans la profession.**
- **Continuation de la lutte pour l'aménagement de la loi sur les intempéries.**
- **Egalité des salaires pour les travailleurs Nord-Africains, ainsi que des avantages sociaux (allocations familiales, S.S.) avec les travailleurs français.**
- **Possibilité du cumul sur deux ans des congés payés pour les travailleurs Nord-Africains.**

Beaucoup de ces revendications sont déjà proposées par la C.G.T. Mais elles doivent sortir des dossiers pour être posées dans la lutte revendicative. Afin de les faire aboutir nous devons aller de l'avant sans arrière-pensée : c'est-à-dire par la grève générale illimitée.

Inter-Groupe F.C.L. Bâtiment et T.P.

Groupe de Paris.

Tract distribué par nos camarades au Vel' d'Hiv

Camarades,

Vingt et un ans après la magnifique riposte de la classe ouvrière unie contre le fascisme, celui-ci répand de nouveau sa haine contre les travailleurs. Ce sont les attaques contre les convoyeurs, les vendeurs de l'*Huma* et du *Libertaire*, les attaques à la grenade contre les sièges du P.C.F., les attaques dans sa presse pourrie, contre nos journaux.

Les fascistes tiennent des meetings à Paris et celui du 28 janvier a vu le Rassemblement National et son sbire Tixier-Vignancour, injurier la classe ouvrière, réclamer plus de sang en Afrique du Nord. Des militants communistes libertaires protestant contre ces discours, une bagarre s'ensuivit...

Les gouvernements bourgeois successifs, dans leur marche vers la dictature, tolèrent ces provocations fascistes, tandis qu'ils interdisent les manifestations ouvrières, les meetings anti-colonialistes tel que celui organisé le 17 décembre à Wagram par le *Comité de lutte contre la répression colonialiste* (des milliers de flics mobilisés !), qu'ils saisissent et poursuivent les journaux qui prennent la défense du peuple algérien et particulièrement *Le Libertaire*.

Ceux qui massacrent le peuple algérien ne peuvent tolérer que le peuple français fasse entendre sa volonté de voir le fascisme colonialiste et patriotard rejoindre les cimetières.

Travailleurs d'Afrique du Nord et de la France, notre destin est lié. Faites du meeting d'aujourd'hui une puissante manifestation.

— **CONTRE LE FASCISME ET SES MOUVEMENTS : Rivarol, Aspects de la France, Aurore, Jeune Nation, Rassemblement National, Jeunes Indépendants de Paris, Mouvement Poujade,...**

— **CONTRE LA REPRESSION COLONIALISTE.**

— **POUR : L'indépendance des peuples coloniaux :**
Le retrait du contingent et de toutes les forces de répression d'Afrique du Nord.
La levée de l'interdiction du M.T.L.D. et de son journal L'ALGERIE LIBRE.
La libération de Messali Hadj et de tous les emprisonnés politiques ;
L'arrêt des poursuites contre « LE LIBERTAIRE » et des saisies de la presse ouvrière.

TOUS UNIS, NOUS BARRERONS LA ROUTE AU FASCISME !
NOUS PREPARERONS DE NOUVEAUX 12 FEVRIER 34 ET DE NOUVEAUX JUIN 36 !

Mais une manifestation à huis clos, comme celle de ce soir, EST BIEN INSUFFISANTE !

N'oublions pas que la manifestation de 1934 était aussi interdite par la police au service de l'Etat bourgeois. C'est justement parce que les ouvriers manifestèrent DANS LA RUE.

MALGRE L'INTERDICTION DU GOUVERNEMENT

Que les fascistes furent vaincus.

Les gouvernements bourgeois interdiront toujours les manifestations qui risquent de les mettre en danger. C'est pourquoi les travailleurs doivent se préparer à manifester, à défiler dans la rue, à montrer publiquement leur force et leur volonté de combat, leur volonté de vaincre le FASCISME, LE MILITARISME, LA COURSE A LA GUERRE, LE REARMEMENT, LE COLONIALISME, LA MISERE ET TOUTES LES CALAMITES DU REGIME BOURGEOIS-CAPITALISTE.

AU 1er MAI, NOUS MANIFESTERONS DANS LA RUE, AVEC OU SANS L'AUTORISATION DES FLICS !

TRAVAILLEURS, ADHEREZ A LA FEDERATION COMMUNISTE LIBERTAIRE, 145, QUAI DE VALMY, PARIS (10e).

Un argument de poids contre les zones de salaires

NOUS savons depuis longtemps que la grande presse n'est pas à une contradiction près, ne serait-ce que de lire l'ordurière « Aurore » pour s'en convaincre, tant la lecture de ce canard est horrifiante. C'est parfois à contre-cœur que nous sommes obligés de le lire, tant la démagogie pue de la première à la dernière ligne. Cette presse est réservée à la gent commerçante, et c'est peu dire, mais c'est suffisant pour comprendre l'esprit (hum !) des poujadistes.

Aujourd'hui, nous nous référerons à un autre journal, spécialiste dans le choix de ses lecteurs et lu particulièrement par les industriels et commerçants dans le cadre des grandes affaires.

« Les Echos », c'est tout un programme et c'est le journal de E.S.S. (lisez E. Servan-Schreiber), celui qui fit la fortune politique de P.M.F.∴ par l'intermédiaire du journal « L'Express ».

Il y a peu de temps, ce journal s'élevait contre la suppression éventuelle des zones de salaires et donnait dernièrement à M. Pineau les conseils d'usage en cette matière.

Les conseilleurs ne sont pas payeurs, et cela se comprend aisément. Touchez pas au grisbi, c'est leur défense propice.

Mais les exploiteurs ne sont même pas capables d'accorder leurs violons, car...

Notre meilleure arme pour la suppression des zones de salaires, nous la tenons du journal « Les Echos », déjà cité, et nous vous livrons ce petit article paru le 17-2-15, article que nous publions intégralement. Le voici et nous n'y ajouterons aucun commentaire, ce serait inutile et nous ne voulons en diminuer ni son contenu, ni sa valeur.

La moyenne des prix dans 17 grandes villes a dépassé celle de Paris

Fait nouveau dans l'histoire des prix : Paris n'est plus la ville la plus chère de France

Avant guerre, on constatait sur les prix de détail des denrées alimentaires des différences allant de 5 0/0 (lait) à 30 0/0 (viande) entre Paris et les autres grandes villes métropolitaines.

En 1950, l'indice général des prix à la consommation familiale (213 articles + fruits et légumes) accusait encore 3 0/0 d'écart entre Paris et les autres grandes villes.

Depuis cette date, la différence diminue et, en 1954, l'indice général des prix à la consommation familiale a dépassé, dans les grandes villes, de cinq dixièmes de point le niveau de celui de Paris.

D'après les indices partiels recueillis par l'I.N.S.E.E. dans ses dix-sept directions régionales, certaines villes comme Strasbourg, Lille, Toulouse et Reims sont « plus chères » que Paris, puisque leur indice dépasse celui de la capitale.

Il y a lieu toutefois de remarquer que ces indices ne tiennent pas compte des conditions de transport dans la région parisienne.

Indice des prix à la consommation familiale (base 100 en 1949)

	Paris	Dix-sept grandes villes (1)
1950	110,6	106,8
1951	129	127,8
1952	144,7	144,5
1953	142,6	142
1954	143,3	143,8

(1) Ces dix-sept villes sont : Bordeaux, Clermont-Ferrand, Dijon, Lille, Limoges, Lyon, Marseille, Montpellier, Nancy, Nantes, Orléans, Poitiers, Reims, Rouen, Strasbourg, Toulouse.

Robert JOULIN.

POUR LE « LIB » CHAQUE SEMAINE SUR QUATRE PAGES

— Abonnez-vous, faites des abonnés !

— Diffusez « Le Libertaire » !

— Souscrivez !

TRAVAILLEURS AU COMBAT

EN FRANCE

SECURITE SOCIALE

Les employés de la Sécurité Sociale ont fait grève jeudi 17 à plus de 90 % et ont organisé un meeting à la Bourse du Travail. Ils ont, à travers leurs syndicats, fait entendre leurs revendications immédiates : respect de l'autonomie des Caisses face à l'ingérence du Ministère du Travail... Application réelle de la Convention de 1953 et revalorisation des traitements.

De plus en plus, les employés se rapprocheront de leurs frères de combat, les ouvriers, toujours à l'avant-garde. La prolétarisation des masses travailleuses ira s'amplifiant, et de plus en plus le problème révolutionnaire se posera.

MINES

Agitation dans les 27 mines de Meurthe-et-Moselle. Débrayages et grève totale de 24 h. aux mines de Micheville et de Tiercelet, à l'appel de la C.G.T.

BASSIN DU NORD

L'ensemble industriel de cette région s'agite. Les travailleurs des filatures et textiles en chômage endémique, surexploités (Boussac), les métallos et les ouvriers des silos à grains, les petits producteurs agricoles et les journaliers en ont assez.

Le patronat a peur. C'est pourquoi il prépare une réunion avec les organisations syndicales pour résoudre ce « grave problème social ». Par la production de guerre!

AIR FRANCE

Le personnel navigant de la Cie nationalisée a fait grève 48 heures pour protester contre le manque de sécurité à bord, qui résulte de la réduction des membres de l'équipage. Une cause essentielle des accidents mortels qui interviennent fréquemment par mauvais temps.

RONEO

La grève se poursuit. La solidarité financière soutient les travailleurs. Nous appelons les lecteurs du « Lib », aux Lilas, au soutien des grévistes, s'ils ne l'ont déjà fait !

SARRADE ET GALTIER (13e)

Les ouvriers ont repris, en bloc, le travail après 15 jours de lutte. Ils ont obtenu une prime de 5.000 francs hiérarchisée et payable en deux fois !

Les syndiqués et les inorganisés doivent faire pression pour fixer des revendications de salaires uniformes et pour ne plus faire grève au seul profit des cadres !

C'est pourquoi nous devons faire connaître partout le programme ouvrier de la F.C.L.

DANS LE MONDE

CAMEROUN

Sous l'impulsion de la C.G.T. — section locale — la lutte se poursuit et s'amplifie dans l'Afrique noire.

● Dans la région d'Edéa, malgré les peines de 4 ans de prison distribuées pour fait de grève, la répression n'a pu entamer la combativité des travailleurs. On note toujours 600 grévistes à la S.A.F.A.

● A Douala, grève d'avertissement des ouvriers de la voirie, pour de meilleurs salaires.

● A Konakry, des heurts violents entre la police et le peuple.

Une grande effervescence s'annonce en Afrique noire, et ce n'est pas l'application « problématique » et lointaine du Code du Travail qui arrêtera la lutte d'émancipation.

SUEDE

La Fédération des employeurs menaçait de licencier 500.000 travailleurs des papeteries et bois ; mais 30.000 ouvriers des scieries obtiennent une augmentation de 5 % sur les 15 % demandés, quand le Syndicat allait lancer le mot d'ordre de grève pour faire échec au lock-out.

TUNISIE

La lutte pour le pain se poursuit. 500 Tunisiens ont arrêté une voiture d'un boulanger et lui ont « emprunté » 100 pains.

AFRIQUE DU SUD

La déportation se poursuit. Les 70.000 noirs de la banlieue de Johannesburg sont chassés de leurs pauvres maisons et des bidonvilles, vers l'intérieur des terres ; le tout sous la « surveillance » des brigands de la police et de l'armée.

Les « habitations » rasées vont permettre la construction d'immeubles résidentiels pour les salauds à l'œuvre, ici les Européens. Mais la dictature de la minorité, blanche, sur la majorité, noire, trouvera son juste châtiment.

Le peuple des travailleurs opprimés trouvera la solution : grèves, manifestations de rues, et demain imposera « la valise ou le cercueil ».

ANGLETERRE

Mines. — *Dans six puits de la région de Canterbury, les « gueules noires » ont cessé le travail, par solidarité pour 2.400 mineurs de la région, en grève depuis 16 jours.* Vive la solidarité ouvrière !

Bus. — 1.600 *employés en grève mercredi dernier dans Londres et sa banlieue, ceci contre les nouveaux horaires, contre la course à la productivité du capitalisme.*

MULOT.

Des Correspondants du « LIB »

La condition ouvrière dans le textile

DANS L'EST

STE-MARIE-AUX-MINES, petite ville du Haut-Rhin, dont l'industrie est spécialisée dans la production de tissus de nouveautés, est dominée par quelques familles d'industriels rapaces comme il se doit.

Les quelques milliers de travailleurs qui peuplent cette ville végètent misérablement avec un salaire qui, dans la plupart des cas, ne dépasse pas les 20.000 mensuels. Ce n'est certes pas avec un tel pouvoir d'achat que la crise du textile sera résolue. Seules les allocations familiales empêchent les ouvriers et leurs familles de crever de faim.

Les quelques seigneurs du lieu se partagent ce prolétariat taillable et corvéable à merci, après avoir connu une période de prospérité inouïe consécutive à la guerre, s'arrangent pour faire supporter le poids de la crise sur le dos des ouvriers. Ces gens dont la fortune se monte parfois à des centaines de millions ont l'impudence de parler de ruine quand il s'agit des misérables augmentations du minimum vital. Il va sans dire que leurs sentiments chrétiens et patriotiques sont exemplaires.

Un des plus gros industriels de la ville à cet égard ne dépare pas la collection. Son usine a le grand honneur d'être dirigée par un être de génie, genre idiot de village à qui ses parents ont légué une grande fortune. Cet être malfaisant et nuisible au possible possède un pouvoir énorme sur quelques centaines de familles. Toute cette usine vit dans la terreur ; fumer une cigarette est un motif de renvoi. Toute organisation syndicale est réduite au néant. Des employés ont été brutalisés, les cheveux arrachés, cet individu menace du révolver, bave, écume. Ses hurlements sont connus de toute la ville, il ne se passe de jour où il ne s'avise d'injurier ses employées, de les traiter de garces, de putains, de trou de c...

Pourtant ce triste individu couvert d'honneurs est inattaquable car la législation du travail est boiteuse pour s'attaquer à ces modernes féodaux.

Un jour pourtant, une grande colère purificatrice secouera le peuple des exploités !

(Correspondant)

DANS LE NORD

IL est un fait indéniable, reconnu par tous les travailleurs du textile : nous allons à l'esclavage! Plus même, nous y sommes déjà!

La productivité admise à l'origine pour les quelques maigres avantages qu'elle apporte, est devenue rapidement un mode de classification de sélection.

Le surtravail produit des vides, l'ouvrier considéré comme sous-producteur se voit visé; pour éviter la liquidation, il tente de faire remonter le graphique.

« Cette émulation », comme disent « ces messieurs du service des normes », des syndicats patronaux », conduit le travailleur à l'esclavage qu'il a consenti lui-même. Ce qui se produit d'ailleurs dans toute industrie.

Il est le propre artisan du chômage et des bas salaires.

Où sont les primes consenties pour la surproduction?...

Il y a bon temps que messieurs les exploiteurs en ont fait leur surprofit.

Et pour reprendre les paroles de certains de ceux-ci à propos des primes : « *Cela devenait mauvaise habitude* ».

Il s'avère donc qu'il est grand temps de reprendre les bonnes habitudes! C'est-à-dire pour les travailleurs : la grève, l'action directe libératrice! Et rejeter l'esclavage consenti.

NEIHGER.

DANS LE BATIMENT

260 ouvriers des divers chantiers de la Compagnie Parisienne d'Entreprise ont mené à Petit-Couronnes près de Rouen une grève de 8 jours obligeant le patronat à diverses concessions.

Pas de primes de déplacement. Des camarades de cette Entreprise arrivaient de Montluçon dans l'Allier au compte de la même boîte. Le patronat les avait débauchés là-bas et réembauchés à Rouen, mais sans primes.

Pas d'application de la convention régionale, l'entreprise prétextant ne pas résider en Seine-Maritime.

Pas de réfectoires, dortoirs-taudis, manque d'hygiène.

Tels étaient les motifs de la réaction des camarades.

Remarquable fut la réaction de ceux-ci aux manœuvres patronales et policières : la direction embaucha d'autres ouvriers ; ceux-ci rejoignirent les copains dans la lutte. Les flics furent alors envoyés pour évacuer les chantiers ; des bagarres s'ensuivirent. La même flicaille voulut « embarquer » trois travailleurs nord-africains ; les grévistes assiégèrent le car de police obligeant celle-ci à les relâcher. Des logeurs de camarades nord-africains tentèrent de les expulser, ceux-ci ne pouvant payer le loyer par suite de la grève; une démarche des grévistes empêcha de mettre leur projet à exécution.

BEAU BILAN D'ACTION DIRECTE ET DE SOLIDARITE.

(Correspondant de l'Inter-Groupe Bâtiment T.P.)

Autour de l'agitation des mercantis

Qui paye l'impôt ?

UN vieux docteur me disait une fois que souvent ceux qui geignent le plus fort ne sont pas ceux qui souffrent le plus !

Peut-être pourrions-nous appliquer ce proverbe à nos boutiquards ventrus.

Car enfin quelles contraintes subissent donc ces professionnels de la spéculation ! Bien au contraire, le prétexte des taxes et impôts leur permet d'acheter au plus bas prix et de revendre au plus fort — tout en négociant une grande partie en fraude.

En vérité, tout le poids de l'impôt est supporté par les travailleurs, ouvriers et petits paysans ! Un exemple : la viande.

Dans nos lointaines campagnes, Un bœuf gras se paye au maximum 100 fr. au kilo vif... tandis que nous payons un biff... — cela d'après des Parisiens en vacances — **plus cher qu'à Paris !...** Inutile de préciser que les bêtes abattues chez les bouchers locaux ne sont pas sans doute entièrement déclarées au contrôle. Il en est de même pour le vin payé à la propriété de 20 à 25 fr. et revendu dans les épiceries de Montauban de 55 à 60 fr.

Ayant récolté quelques graines fourragères, ce qui est rare dans nos coteaux arides, j'ai appris, 8 jours après l'avoir vendu que l'on nous avait escroqué 200 fr. par kilo, ce qui a permis à quelques courtiers de faire fortune.

Nous citerions ainsi des centaines d'exemples; le commerçant ne perd jamais car il fixe lui-même et le prix d'achat, et le prix de vente; s'il y a crise dans le commerce, la cause en est à la pullulation des boutiques, et surtout aux bas salaires ouvriers, aux mauvaises rétributions des petits paysans.

Seule, la société communiste Libertaire, par la création des collectivités ouvrières et paysannes ramènera en transformant les marchandises en simples produits de consommation, la possibilité d'une répartition rationnelle de la production entre tous les producteurs.

LONDRES Yves.
(Correspondant.)

La punition

(Suite de la première page)

de la « punition atomique » des peuples qui feraient la révolution, des peuples qui détruiraient chez eux le système capitaliste.

Pour que les capitalistes américains en arrivent à de telles menaces, il faut vraiment qu'ils aient peur, qu'ils aient peur du prolétariat mondial, qu'ils aient peur de leur propre prolétariat.

Et cette peur prouve notre force, prouve que nos coups portent. L'horreur de la menace atomique ne nous fera pas reculer, elle nous rappelle simplement qu'en aucun cas, en aucun lieu, en aucune circonstance, il n'y aura de pitié à avoir pour les capitalistes.

Lorsque le peuple sera au pouvoir, l'Europe Communiste Libertaire n'aura pas besoin de recourir à la « punition atomique » contre l'Amérique, car le peuple américain, en pleine insurrection, brandira lui aussi la bannière rouge et noire de l'Internationale Communiste Libertaire.

Colonel Richard S. Leghorn, vous êtes un criminel, la population vous prendra!

La lutte en Algérie

(Suite de la première page)

● Le 18 février, une patrouille de 11 parachutistes est tombée dans une embuscade admirablement dressée, puisque l'engagement s'est terminé par la victoire totale des résistants : 2 soldats ont été tués et les 9 autres ont été faits prisonniers.

On ne peut souhaiter à ces derniers qu'une seule chose : c'est que les partisans ne leur fassent pas subir le même sort que celui que la soldatesque au service du capitalisme réserve à ses prisonniers... c'est-à-dire la torture et l'exécution sommaire...

C'est ainsi qu'à Foum Toub, après une série d'exécutions sommaires et horribles ayant eu lieu à Ghassiia dans l'Aurès, un père de cinq enfants, M. Belhadj Benazzouz Benadji, a été assassiné dans d'odieuses circonstances : « Il a été arrêté à Foum Toub alors qu'il se rendait à Khanguet Maach. Il a été emmené à quelques kilomètres de Foum Toub à bord d'une jeep, en compagnie de 3 militaires. Son exécution a eu lieu à l'endroit appelé Bourafia. Un officier lui a fait sauter la boîte crânienne à l'aide de 4 balles, après l'avoir fouillé et lui avoir enlevé le burnous qui a été brûlé. Une certaine somme d'argent que la victime avait en sa possession a disparu.

« La malheureuse victime a été enterrée par la population, à l'endroit même où elle était tombée. »

...Pendant ce temps, la répression couramment nommée justice, frappait des travailleurs algériens au tribunal correctionnel de Batna. Vingt-deux condamnations très lourdes selon l'article 80 (devenu célèbre), ont été prononcées, dont voici le détail :

Une condamnation de 15 jours de prison, une à 6 mois avec sursis, une de 6 mois ferme, une à 1 an, une à 18 mois, cinq à 5 ans, quatre à 3 ans, trois à 7 ans, deux à 8 ans, deux à 10 ans ; un détenu a été mis en liberté provisoire (1).

Alors que le colonialisme assassin frappe aveuglément, alors que les peuples que l'on a voulu asservir se dressent héroïquement contre lui, il n'est plus possible que les travailleurs français restent indifférents. Aujourd'hui la bourgeoisie, pour sa répression, utilise, sans hésiter, les jeunes travailleurs du contingent qui risquent d'être tués ou de tuer pour une cause qui est le contraire de leur cause, et qui sont seulement les victimes innocentes de l'inertie de leurs frères de classe, les travailleurs de ce pays.

Ouvriers des usines, des chantiers, des bureaux, des champs, rejoignez en masse, constituez partout des comités de lutte contre la répression colonialiste. Ecrivez au Comité National : P. Philippe, 219, rue de Crimée, Paris-19e.

Demain il sera trop tard ! le peuple algérien sera massacré en masse, vos fils, vos frères, soldats du contingent seront devenus d'odieux assassins POUR LE CAPITALISME ou auront été assassinés PAR LE CAPITALISME.

Alors, à l'action :

— Exigeons le retrait du contingent et de toutes les forces de répression d'Algérie et d'Afrique du Nord.

— Exigeons l'arrêt de la répression contre les militants du M.T.L.D. et contre MESSALI HADJ.

— Exigeons la libération des peuples coloniaux !

(1) Documentation fournie par le MOUVEMENT LIBERTAIRE Nord-Africain.

Notre rubrique Sociale

Un accident en cours de route peut être un accident de travail

UN accident du travail ne se produit pas forcément sur les lieux mêmes du travail, dans l'entreprise où travaille l'ouvrier. En sortant de votre résidence pour vous rendre à votre travail ou en sortant de votre entreprise pour rentrer chez vous, tout accident qui peut vous être occasionné peut être assujetti à un accident de travail, si le délai imparti à ce trajet n'est pas excédentaire.

Il n'est pas obligatoire que ce trajet soit le plus court, mais qu'il soit le plus commode. Même si cet accident se produit à une heure anormale motivée par un retard au sein de l'entreprise (heures supplémentaires, etc.) l'accident conserve son caractère d'accident de travail.

Le travailleur en déplacement, le voyageur de commerce ont droit aux mêmes avantages et doivent exiger la reconnaissance de l'accident de travail si celui-ci se produit pendant le trajet de l'hôtel à l'entreprise ou au client et vice versa. bien que l'hôtel ne soit pas leur résidence officielle.

Quand le transport du personnel est effectué par l'entreprise, tout accident en cours de trajet est considéré comme accident de travail.

Bien que le témoin en matière accident de travail ne soit pas obligatoire, il est très opportun d'avoir sa déposition. Cela évite beaucoup de complications administratives, voire juridiques.

René GERARD.

Publicité et Petites Annonces du « LIB »

TARIF PETITES ANNONCES

	Prix à la ligne	Taxe 9,35 %	Net à payer
Demandes d'emploi	50 F.	5 F.	55 F.
Offres d'emploi	150 F.	14 F.	164 F.
Toutes autres annonces	250 F.	24 F.	274 F.

(La ligne comprend 36 lettres, signes de ponctuation ou intervalles.)

TARIF PUBLICITE

La page, 960 lignes, divisée en six colonnes de 100 lignes de huit points.
Largeur des colonnes : 53 mm.
Prix de la ligne de huit points : 200 F.

Les petites annonces et les placards publicitaires sont réglés au comptant, soit par mandat C.C.P. au nom de Robert Joulin 5561-76 Paris, soit par chèque bancaire, même nom, à l'adresse suivante : 145, quai de Valmy, Paris (10e).

Les ordres d'insertion seront reçus au plus tard le lundi de chaque semaine.

Le gérant : Robert JOULIN

Impr. Centrale du Croissant 19, rue du Croissant, Paris-2e.